

[SITUATION INTERNATIONALE]

Nous publions ici la première partie d'une série de trois tribunes de Sol V. Steiner sur la situation israélo-palestinienne.

Sol V. STEINER : *LE SIONISME EN QUESTION (1/3)*

Ces tribunes ne sont pas une analyse géopolitique de la situation mais des points de vue, des prises de parti sur la situation, tant penser la situation et ses attendus semble indispensable pour ne pas tomber dans le catastrophisme ambiant.

Cette première tribune traitera de la situation ouverte par le 7 octobre 2023 : le retour de la Nakba et l'existence d'une autre voie. La seconde décryptera le narratif sioniste en crise : mythes et mensonges du narratif sioniste. La troisième tribune identifiera une singularité juive affranchie de l'identité unitaire sioniste, une singularité juive hors-lieu et utopique.

À Cécile Winter

RETOUR DE LA NAKBA MAIS EXISTENCE D'UNE AUTRE VOIE

Le réel

Dans un article récent, un chercheur en sciences sociales écrivait qu'il était fatigant de répéter, à chaque explosion, les mêmes fondamentaux pour ceux qui disent ne pas comprendre l'évolution de la situation en Palestine et en Israël. À chaque crise, c'est le même étonnement. Le 7 octobre, ce n'est plus de l'étonnement, c'est de la sidération. Une émission récente de France-Culture interrogeait ainsi philosophes et sociologues autour de la question « *Pourquoi la situation au Moyen -Orient est-elle un piège pour la pensée ?* » Curieuse question : pourquoi un piège et pour qui ? N'est-ce pas plutôt la pensée (journalistique) qui est en retard sur la situation ? Mais quelle est la situation ?

Depuis le 7 octobre 2023, le sionisme est en crise ; et sur le terrain, depuis 2018, une autre voix existe, celle d'une organisation : *One Democratic State Campaign*.

Ces deux points opposés, à chaque bout de l'échiquier politique israélo-palestinien, convergent malgré eux dans une situation saturée par l'accélération de la tragédie.

D'un côté, les mythes sionistes sont confrontés à la brutalité du réel qui les vident, un à un. La situation en Israël est inédite, l'histoire du pays semble avoir commencé le 7 octobre 2023 et l'impact du choc idéologique et militaire a laissé des traces profondes. Les témoignages racontent un pays traversé par l'incertitude et le syndrome maccarthyste.

De l'autre, un long parcours de bilans et de pratiques (depuis 2012) sur le mot d'ordre « *Un État démocratique pour tous* » et une décision politique courageuse ont initié, en 2018, une organisation commune où Israéliens et Palestiniens, progressistes et antisionistes, travaillent à construire un avenir du commun sur la terre de Palestine recouverte. Tout cela, même si embryonnaire, même si difficile, même si semé d'embûches, s'inscrit dans le désir et la réalité du possible pays à venir.

La situation, en apparence complexe, ne l'est donc pas. Le séisme du 7 octobre 2023 conjoint ainsi deux réalités : le narratif sioniste en état de crise et remis en question, et la nouvelle donne d'une organisation commune pour la Palestine démocratique.

Ce paradoxe nous intéresse parce qu'il travaille dans la bonne direction.

D'une part il élargit la faille ouverte dans le discours sioniste, et d'autre part, il révèle l'importance de l'existence de l'autre voie, celle de *One Democratic State Campaign*.

L'existence d'une autre voie permet de saisir la situation dans sa gravité et son urgence. C'est comprendre que la Nakba, c'est-à-dire la catastrophe arabe de 1948, est plus que jamais en cours. La guerre générale déclenchée par l'État d'Israël contre le peuple palestinien depuis le 7 octobre en est la sinistre validation.

La Nakba : une double malédiction

L'occupation de la Palestine n'a pas commencé en 1967. En rester à cette date ne permet pas de comprendre la situation et la question qui fâche : le retour de tous les réfugiés.

« Bien avant 1948, le mouvement sioniste avait entrepris de s'implanter en expulsant de chez eux des Palestiniens, notamment par l'achat massif de terres ; mais 1948, date de la création de l'État d'Israël, est le moment de la catastrophe : l'exode massif provoqué par les actions armées des milices sionistes, les villages brûlés, les paysans palestiniens et leurs familles jetés sur les routes et immédiatement la décision israélienne de leur interdire le retour, de faire de ce moment de fuite un exil définitif. 1948 constitue le peuple palestinien comme "communauté de destin et de résistance". Un point fort d'aujourd'hui est la formulation de la thèse – et peu importe qu'elle soit "minoritaire", le point fondamental étant l'apparition de sa formulation – selon laquelle la Nakba est aussi importante et aussi fondatrice pour les Israéliens que pour les Palestiniens ».

Extraits de la brochure « Palestiniens-Israéliens, un seul pays avec un seul État, une proposition politique en sept points » éditée en 2016

Revenir sur la Nakba est la seule chance de sortir de la double malédiction : destruction pour les uns, forteresse coloniale hérissée de barbelés pour les autres. La seule chance de (re)trouver et de cette façon inventer un pays possible, un pays pour y vivre.

Pour les Palestiniens, la situation actuelle est la même que celles qui l'ont précédée. Pour les Palestiniens, le réel de la catastrophe n'a pas bougé. Il s'est même renforcé dans la guerre menée par le gouvernement israélien contre eux : c'est le bombardement continu de Gaza - tout le monde sait qu'il est impossible d'éradiquer le Hamas, sinon de raser Gaza et de déplacer la population palestinienne. C'est bien ce qui se déroule sous les yeux de la « communauté internationale », affligée d'une cécité mutique obscène. Mais qu'est-ce que la dite communauté internationale sinon les ex grandes puissances coloniales !

Jeff Halper, anthropologue, cofondateur de *One Democratic State Campaign* et coordinateur de l'ONG israélienne *Israeli Committee Against House Demolitions*, auteur d'un livre intitulé *War against the people*, explique dans une interview :

« L'occupation israélienne se poursuit parce que les élites économiques et politiques du monde entier tirent profit d'...elle. Israël-Palestine est le microcosme du monde entier. Ce qu'Israël fait aux Palestiniens reflète le type de guerre que le capitalisme doit mener aujourd'hui... C'est ce que j'entends par "mondialisation de la Palestine". »

Plus de 25.000 Palestiniens tués dont près de 10 000 enfants ; la majorité des 2,2 millions d'habitants de Gaza, déplacée. Au total, le bilan mortel de la Nakba de 1948 dépassé en seulement deux mois...

Il y a actuellement une bataille sémantique pour nommer ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie avec les colons. Les mots, paraît-il, ne pourraient plus dire... Et pourtant ils nomment très bien une seconde Nakba, en cours : après celle de 1948, celle de 2023.

Du mythe au réel

Pour la majorité des Israéliens, pour les sionistes, c'est un choc inouï. La situation sonne comme un « réveil de cauchemar ». Le 7 octobre 2023, c'est le violent retour du refoulé - la Nakba - que le narratif sioniste avait délibérément effacé, invalidé, éradiqué des mémoires et des consciences israéliennes pour le remplacer par le mythe « Les Palestiniens n'existent pas ».

Quelque chose s'est cassé ce jour-là qui se formule, encore à voix basse, entre la douleur et l'inquiétude : la confiance dans le principe constituant du pacte entre l'État sioniste et sa population qui pose qu'Israël est le sanctuaire pour les Juifs du monde entier, un refuge sécuritaire contre le monde menaçant. Au

total, le signifiant Israël, doté de son idée princeps « *la sécurité du peuple juif dans les frontières de son État* », a volé en éclats : plus de 1.300 morts israéliens en à peine quelques heures, massacrés, brûlés, seuls ou en groupe, dont plus de 800 civils ; plus de 200 otages emmenés à Gaza ; une armée israélienne absente pendant presque dix heures ; sa réaction tardive - *où sont nos soldats ?*, appelaient, désespérés, au téléphone, les habitants du Sud, cernés par le Hamas - ; les renseignements et le gouvernement israéliens aux abonnés absents pendant plus de 48h ; la frontière « électronique » à un milliard de dollars (40m de haut, 30m en profondeur contre les tunnels) trouée en plusieurs endroits ; 1.200 cadavres entrecroisés ; des milliers de gens ne sachant pas où sont leurs proches ; deux kibboutz rayés de la carte : le bilan confine au désastre absolu.

À l'enterrement d'un des trois otages israéliens tués par l'armée israélienne (ils s'étaient faits connaître avec un drapeau blanc, torsos nus), son frère a prononcé ces quelques mots : « *après l'avoir abandonné, [...] vous l'avez assassiné.* »

Le choc est frontal. Les Israéliens ne peuvent le contourner. C'est une des raisons du traumatisme. Car, derrière ce désastre, résonnent, en cascade d'échos, des questions aussi vieilles que l'histoire de la fondation de l'État sioniste : comment peut-on être « étonné » de l'aggravation tragique de la situation, comment ne peut-on en discerner la logique implacable, pourquoi cette « sidération » répétée devant les catastrophes qui s'enchaînent, sinon ne rien vouloir voir du réel, ne rien vouloir comprendre à la situation sinon pratiquer, indéfiniment, le déni ¹ de la situation ?

La situation est pourtant claire, avec les guerres de Gaza, la Cisjordanie occupée, la violence impunie des colons, la ville d'Hébron hérissée de miradors et de checkpoints, les jeunes mineurs palestiniens emprisonnés sans procès pendant des années, l'identité juive comme une arme de sécession, la Nakba, un processus colonial d'expropriation ininterrompu depuis 1948 qui a pour nom *le sionisme*.

On feint de ne pas voir, on feint de ne pas savoir. On se détourne. Et on s'étonne encore ? Les fondamentaux de la situation sont pourtant là, sous les yeux de tous, depuis 75 ans. Mais « ils » sont rendus invisibles ou déclarés non pertinents, sinon « antisémites ». Peut-être que se cache là la fabrication du déni, la nourriture du mythe : un « empêchement » de la pensée, une paresse à franchir l'interdit de critiquer la politique, l'État, le nom, le sionisme, sous peine d'être taxé de la pire des injures. L'amalgame antisioniste/antisémite placé tel un « mur » pour rendre inaudible toute pensée critique, toute alternative au sionisme.

La situation rendue inintelligible est remplacée par un récit qui articule à la fois une mythologie - celle du « retour » des Juifs sur une terre sacrée dite « vierge » - et un discours sur l'antisémitisme vu comme une prophétie destinale. Le mythe d'une « terre sans peuple pour un peuple sans terre », est le propos basique du colonialisme de peuplement qui veut justifier l'appropriation et le vol des terres. « *Avant nous, il n'y avait rien* ». Quant au mythe du « retour » sur une terre sacrée, il a pour fonction de relier un messianisme national (« *Je ne crois pas en Dieu mais il nous a donné la terre* ») avec une vision victimaire d'un juif éternel.

Cette mythologie s'est fracassée le 7 octobre 2023. Le déploiement agressif de l'armée israélienne, les destructions massives, les rodomontades des ministres israéliens n'y pourront rien. La mythologie a pris un sacré coup de réel dans son récit. Mais le retour du réel n'est pas un retour en arrière dans le temps comme semble le vouloir le Hamas. Ce n'est pas le retour du même dans l'histoire. Le réel d'aujourd'hui, c'est la prise en compte de l'existence, attendue comme « une goutte d'eau dans le désert » disait un Israélien, d'une autre voie. Une parole commune aux Palestiniens et Israéliens.

Une autre voie existe : *One Democratic State Campaign*

Une autre voie existe depuis 2018. Elle s'appelle *One Democratic State Campaign* : un État démocratique avec les mêmes droits pour tous, Palestiniens et Israéliens, sur la terre de Palestine.

En 2016, un collectif de militants dont je fus (et qui depuis s'est dissous), convaincu de l'importance stratégique de la question Palestine-Israël, avait écrit un petit livre avançant les énoncés suivants :

¹ Définition du déni : *refus inconscient d'admettre une situation insupportable ; refus de rendre justice à quelqu'un.*

Palestiniens-Israéliens, un seul pays avec un seul État !

Une proposition politique en sept points :

- 1) Palestiniens-Israéliens, un seul pays avec un seul État !
- 2) En finir avec l'idée de l'opposition entre Juifs et Arabes qui fait le jeu de l'État sioniste et d'autres États puissants !
- 3) Soutenir l'unité des Palestiniens dans toutes ses composantes : la Cisjordanie et Gaza, les réfugiés dans les autres pays et en Israël même !
- 4) Mettre fin à la destruction coloniale du peuple palestinien par l'État d'Israël !
- 5) Droit au retour de tous les réfugiés depuis 1948 !
- 6) Travailler à la séparation entre les Israéliens et l'État israélien !
- 7) Soutenir et développer les discussions et l'organisation politique au sein du peuple comme la seule voie pour construire le pays et défaire l'État d'Israël !

Cette proposition politique résultait d'un travail d'enquête d'un an sur un marché d'Aubervilliers et d'un voyage en Palestine-Israël où nous avons rencontré des militants israéliens et palestiniens qui, pour certains, formeront en 2018 le noyau de l'organisation *One Democratic State Campaign*. Lors de ce voyage, nous avons compris que ces mots d'ordre étaient déjà à l'œuvre, sur le terrain, dans tout un réseau d'activités pratiques qui voyaient agir conjointement les uns avec les autres dans l'horizon d'un pays en commun. Ne manquait alors que l'organisation commune. C'est chose faite, depuis.

Le manifeste de l'organisation *One Democratic State Campaign* déclare, entre autres :

« La libération nécessite plus que la résistance, la protestation et l'activisme. Elle nécessite un plan politique qui remplace les structures politiques d'oppression par un nouveau système politique et une nouvelle société fondée sur la justice, l'égalitarisme et l'inclusion, mais également sur le respect des diverses identités nationales, ethniques, religieuses et communautaires du pays. »

Awad Abdelfattah, ancien secrétaire général du parti Balad, est le coordinateur de ODSC. Ilan Pappé, historien israélien, Jeff Halper, anthropologue israélien, directeur du *Comité Israélien Contre les Démolitions de Maisons* (ICAHD) en sont co-fondateurs.

One Democratic State Campaign (ODSC), basée à Haïfa, a un site <https://onestatecampaign.org/en>. On y trouve leur manifeste, leur campagne, leur programme politique, des plans et des stratégies pour développer et soutenir cette organisation, neuve et tenace, qui lacère peu à peu le tissu du désastre et du défaitisme. *One Democratic State Campaign* porte l'avenir de la Palestine.

Les obstacles sont importants, à la mesure de l'enjeu.

D'abord, les organisations palestiniennes officielles, Autorité Palestinienne et Hamas. S'il est devenu courant d'en dénoncer la corruption, il reste comme interdit de les désigner pour ce qu'elles sont (le massacre du 7 octobre 2023 par le Hamas en est une preuve supplémentaire) : des organisations gardiennes du statu quo, dont l'intérêt est de le maintenir, quelle qu'en soit la forme, y compris la guerre, en miroir de l'État d'Israël, dont ces organisations copient d'ailleurs les méthodes répressives. Cet interdit doit être levé.

Il y a aussi, côté palestinien, une trace subjective de la période constituée comme « lutte de libération nationale ». Lors même que la situation ne peut absolument plus être pensée en ces termes, il en reste une sorte d'identitarisme négatif dont l'effet paradoxal est d'empêcher que les différentes composantes du peuple palestinien soient considérées ensemble. Or, pour effectuer aujourd'hui l'unité du peuple palestinien dans ses différentes composantes - habitants de Gaza, de Cisjordanie, des camps de réfugiés ou à l'intérieur des frontières d'Israël - et pour soutenir le droit général au retour, il faut considérer la situation dans son ensemble et arriver (sixième mot d'ordre) à séparer les Israéliens de l'État d'Israël. Mais les « identitaires palestiniens » (dont le Hamas) s'avèrent incapables d'englober dans leur champ les Palestiniens dits de 1948 (vivant dans les frontières de l'État d'Israël) : entérinant mentalement la Nakba, ils entérinent ainsi la fragmentation de leur peuple et s'opposent de facto à son unification politique.

Du côté israélien, il y a le poids du cadavre de la gauche israélienne, dite du « camp de la paix ». Cette gauche soutenait la « solution à deux États », autrement dit la séparation entre Israéliens et Palestiniens : « *Chacun chez soi* », « *Aidez-nous à divorcer* », ce qui n'était pas si éloigné de la vision « ethnique » propre à l'État d'Israël. Cette soumission a conduit ce camp à sa perte.

Nous écrivions, il y a quelque temps déjà, que la « solution » dite à « deux États » était une tromperie impraticable : 1) une tromperie parce qu'elle permet la poursuite inlassable de l'occupation et de la colonisation sioniste ; 2) impraticable, parce que les deux peuples étant totalement intriqués sous domination coloniale, on ne voit pas comment les Palestiniens des « territoires » - sans compter les 20% de la population « israélienne » composée de Palestiniens - y trouveraient autre chose qu'une prison à ciel ouvert, et bientôt (comme c'est déjà le cas s'agissant des territoires) des réserves, surveillées par les autorités corrompues, entourées de murs et barbelés, ceinturées de checkpoints tenus par l'occupant.

Si cette gauche est moribonde, il en reste là aussi une trace subjective sous la forme d'une « division des tâches » entre les uns et les autres. Sous sa forme caricaturale la plus marquée de rapport colonial, cela se donne ainsi : aux uns, Israéliens, la politique ; aux autres, Palestiniens, « la résistance ». Mais une autre vision, symétrique de la précédente et qu'on peut appeler post-coloniale, ne vaut pas mieux, elle qui pose : « *c'est aux Palestiniens de parler, c'est à eux de prendre l'initiative ; nous, nous ne pouvons que "soutenir" ou "suivre"* ».

À l'occasion du 7 octobre 2023, on a vu d'ailleurs en France cette position à l'œuvre : quand les organisations françaises de gauche se sont tordues les mains pour soutenir (ou pas), au nom du soutien à la fameuse résistance, les massacres du Hamas tout en n'étant pas d'accord avec leur politique.

Ce ne sont en fait que les deux faces d'une même pièce. Et là aussi, tout ceci conduit à l'impuissance. S'il n'est pas impossible d'entreprendre un travail politique sur le mot d'ordre « *Un seul pays, un seul État* » parmi les Israéliens, il est cependant sûr que ce travail ne peut être entrepris qu'à partir d'une parole claire commune proposée à la fois par des Palestiniens et par des Israéliens.

Du mythe au réel

Pour les Sionistes et pour les Israéliens, quelque chose s'est cassé, ce 7 octobre, qui se formule, encore à voix basse, entre la douleur et l'inquiétude. La sidération, l'incompréhension, la colère des Israéliens se sourcent là. Comment cela est-il possible, « *nous qui avons été élevés* » - dit une femme israélienne dans un témoignage - « *avec la certitude que l'État d'Israël nous protégerait de toute menace, qu'est ce qui nous est arrivé ?* »

Est-ce circonstanciel ou structurel ? C'est une question hante les Israéliens. Reporter la cause du désastre sur le gouvernement d'extrême-droite peut, très partiellement, se justifier, mais la défaite est trop violente pour ne pas s'obliger à poser des questions plus graves qui commencent à circuler dans les témoignages : *sommes-nous encore en sécurité dans les frontières du pays ? Qu'avons-nous fait pour en arriver là... ?*

En effet, qu'ont-ils fait pour en arriver là ?

Ils - les Israéliens - n'imaginaient pas cela possible, peut-on lire dans les divers témoignages. Parce qu'il y a le Mur, la technologie, l'armée, le Dôme de fer, les accords d'Abraham qui normalisent les rapports avec les États arabes sous égide occidentale, incluant la liquidation silencieuse de « la question Palestinienne » ; bref, tout un arsenal qui autorise une « normalité » de la vie quotidienne, en kibboutz, en ville ou en colonie ; un arsenal sécuritaire à côté duquel les Israéliens se sentaient vivre « presque » en paix... intouchables.

Comment comprendre autrement l'emplacement des kibboutz, situés à moins... de deux kilomètres de Gaza, où certains kibboutzniks ont dit regretter « l'Éden », le petit paradis de verdure du kibboutz... incendié par le Hamas.

Rappelons ce qu'est Gaza pour ceux qui veulent rendre responsables les Gazaouis de leur situation.

Gaza est un territoire, mieux une réserve, où vivent environ 2,4 millions de personnes, privées de circulation et de travail, entassées sur ce territoire de 362 kilomètres carrés (40 km de long, 12 km de large) soumis depuis seize ans à un blocus israélien, terrestre, aérien et maritime,

depuis que le Hamas a pris le pouvoir en juin 2007. Et les guerres à Gaza – 2008-2009, 2012, 2014 - ont transformé Gaza en un enfer à ciel ouvert.

Comment est-il pensable de créer un « paradis vert » à quelques encablures de cette « réserve » ?, comment vivre à côté de l'enfer des autres ? - une question existentielle, une raison parmi d'autres pour que certains des kibboutzniks soutiennent les « droits » octroyés aux Palestiniens ...à sortir de Gaza et se faire soigner dans les hôpitaux israéliens... Comment entendre l'inaudible, c'est à dire l'organisation d'une fête musicale de la jeunesse, à moins de six kilomètres de cet... enfer ? Mêmes questions, même impensable.

Dans le journal *Le Monde* daté du samedi 28/10, une chronique de Marc Bonomelli nous apprend que le festival de musique était plus qu'une rave party mais « *un avatar de la nouvelle spiritualité occidentale* ». Ce festival appelé *Tribe of Nova* développe une série « *de disciplines alternatives ou holistiques, telles que le yoga moderne et les techniques énergétiques comme le reiki ou autres, mais participe activement à des pratiques de mouvement, de danse et de musique en conscience* ». « *L'accent est mis sur l'idée de tribu, d'appartenance à une grande famille mondiale basée sur des valeurs communes* ».

On hésite entre la stupeur et la consternation à la lecture de cette tribune : « *la nouvelle spiritualité occidentale* », tout à son bien-être, est allée expérimenter ses « transes » techno dans le désert du Néguev, sous les oreilles des Gazaouis, sans regarder au-delà de sa jouissance. « Valeurs communes », disent-ils ; égoïsme indécent qui conduit à la pire des tragédies, peut-on leur répondre.

De l'inconscience, peut-être, mais surtout l'idée infusée depuis la création de l'État d'Israël en 1948 - « *les Palestiniens n'existent pas* » - devenue un mythe, la forme du déni israélien et le dispositif qui va avec : le tout sécuritaire et la force militaire protègent et garantissent la vie israélienne.

Soyons clairs. Ce déni ne justifie en rien les attaques mortifères du Hamas. Il traduit la commotion cérébrale qui s'est emparée d'Israël suite à l'effondrement du mythe : en effet, les Palestiniens existent !

Ce déni repris par le monde Occidental comme une certitude existentielle et géopolitique explique la stupide stupeur des médias devant la terreur hamassienne : comme si celle-ci était arrivée, à l'improviste, dans un ciel moyen-oriental presque serein où rien d'important n'était à prévoir sinon les habituelles « tracasseries » aux frontières de l'État d'Israël...

La mythologie a ceci de dangereux qu'utilisée comme déni du réel, elle ne peut remplacer l'analyse de la situation. Le « réveil » du mythe procède alors d'un vertige brutal.

Remarque sur le Hamas

Le déchaînement sanglant et meurtrier du Hamas, pris en lui-même, est un carnage. Le Hamas est familier de ces méthodes expéditives et sanglantes.

Dans la guerre fratricide qui l'opposa au Fatah de Yasser Arafat, en 2007, pour la prise du pouvoir à Gaza - entre 600 et 700 morts -, le Hamas se distingua par la brutalité de ses opérations : enlèvements, torture, achèvement des prisonniers désarmés, blessés jetés du haut des toits des maisons... C'est pour cette raison, entre autres, que le gouvernement israélien - qui voulait éliminer politiquement le Fatah - a alors soutenu financièrement le Hamas.

Le Hamas est un mouvement islamiste dont l'objectif est d'établir un État identitaire islamiste sur toute la Palestine. Cependant, pour garder le pouvoir, il a accepté dans un premier temps un territoire actuellement constitué de Jérusalem-Est, la bande de Gaza et la Cisjordanie (donc d'après les frontières d'avant 67). La poursuite sans fin de la colonisation sioniste rendant tout projet d'un État palestinien caduc, le Hamas a dû changer de stratégie. Il a choisi celle du pire : se présentant comme le héraut de la question palestinienne, il a préparé méthodiquement ses massacres afin d'amener le gouvernement israélien à la guerre totale contre le peuple palestinien.

Il est intéressant de noter que le continuum de la colonisation sioniste crée ici les conditions de la nouvelle donne politique. Soient deux voies :

- celle du Hamas, qui, par le carnage provoqué et la guerre qui s'ensuit, veut revenir à la période d'avant 1948 pour recouvrer l'hégémonie islamiste nécessaire à la réalisation de son projet identitaire ;

- celle d'une organisation commune, *One Democratic State Campaign*, où Palestiniens et Israéliens parlent ensemble pour créer les fondations d'un État démocratique pour tous, d'un pays nouveau à venir.

Ainsi, la logique identitaire du Hamas n'a rien à voir avec le futur commun à venir des Palestiniens et des Israéliens sur la terre démocratique de Palestine.

• • •